

## LEÇON 2 : Les enjeux clés et répartition du budget

### OBJECTIF :

Les élèves examineront la répartition actuelle des revenus et des dépenses du gouvernement du Canada, étudieront les politiques publiques en lien avec le budget fédéral à venir et en débattront.

### INDICATEURS DE RENDEMENT :

À l'issue de la leçon, les élèves seront en mesure :

- de développer les compétences en pensée critique en ce qui a trait aux priorités financières du gouvernement fédéral
- de comprendre les concepts de politique financière, de stimulation et d'austérité
- de comprendre pourquoi il est important que les citoyens accordent de l'attention au processus budgétaire de leur gouvernement
- de dégager les enjeux les plus importants en prévision du budget à venir
- de comparer et analyser les différents points de vue d'un enjeu.

### RESSOURCES :

- Fiche 2.1 : Ma version du budget fédéral
- Fiche 2.3 : Examiner les enjeux
- PowerPoint D : Les prévisions du budget fédéral de 2016
- PowerPoint E : Comparaisons internationales
- Vidéos des enjeux clés : Métiers et formation professionnelle, investissements stratégiques et croissance inclusive (des experts se penchent sur les grands thèmes des Consultations budgétaires auprès des élèves de 2017).

### ACTIVITÉS :

#### Amorce : 10 à 15 min.

À l'aide de la Fiche 2.1, demandez à vos élèves d'imaginer qu'ils sont le ministre des Finances et demandez-leur de quelle façon ils dépenseraient, percevraient et gagneraient 300 milliards de dollars pour assurer le fonctionnement du gouvernement du Canada pour l'année à venir. Donnez-leur suffisamment de temps pour dresser leur liste d'allocations et la comparer avec celle de leurs camarades.

#### Notions essentielles : 10 à 15 min.

1. À l'aide du PowerPoint D, examinez les prévisions budgétaires du gouvernement du Canada (1<sup>er</sup> avril 2016 au 31 mars 2017) basé sur le budget du mois de mars et de l'énoncé économique de novembre. Questions à poser : Le gouvernement enregistrera-t-il un surplus ou un déficit? Quel sera le montant de ce surplus ou de ce déficit?
  - Dépenses = 316,1 milliards de dollars (sortie d'argent)
  - Revenus = 291,1 milliards de dollars (entrée d'argent)
  - Dette = 642,0 milliards de dollars (argent emprunté, mais pas encore remboursé)
2. En utilisant le PowerPoint D, examinez la répartition et les pourcentages réels des principales dépenses et des principaux revenus du gouvernement fédéral. Comment se comparent-ils avec les idées soulevées par les élèves dans l'activité d'amorce?

3. Présentez les termes suivants : économie, politique financière, stimulation et austérité.
- Économie : la richesse et les ressources d'un pays ou d'une région, plus particulièrement en lien avec la production et la consommation de biens et services.
  - Politique financière : lorsqu'un gouvernement ajuste ses revenus et/ou dépenses de façon à exercer une influence sur l'économie.
  - Stimulation : la politique des « dépenses gouvernementales » qui crée des emplois et vise à stimuler l'économie (se traduit généralement par des investissements dans les infrastructures). Les gouvernements partout dans le monde, y compris au Canada, ont lancé des programmes de stimulation afin de combattre les effets de la dernière récession mondiale (déclin marqué de l'activité économique survenu vers la fin des années 2000).

Quelques exemples :

- En 2008, le Congrès américain a adopté la Loi de relance économique de 2008, un plan de relance de 152 milliards de dollars conçu pour protéger le pays de la récession. La loi prévoyait essentiellement des remises de taxes de l'ordre de 600 \$ pour les Américains à faibles et moyens revenus.
- En 2009, le Japon a annoncé un troisième plan de relance de 15,4 billions de yens (153 milliards de dollars). Ce plan comprenait 1,6 billions de yens en investissements dans les technologies à faible émission de carbone, 1,9 billions de yens dans des programmes d'emploi et 370 milliards de yens pour de nouvelles subventions à l'industrie automobile.
- En 2009, les Allemands ont adopté une loi de relance de 50 milliards d'euros axée sur les impôts, un crédit d'impôt pour enfants et les dépenses dans les transports et l'éducation.
- Austérité : la politique des « compressions gouvernementales » repose sur des mesures rigoureuses visant à limiter les dépenses et à réduire le déficit. Suite à la récente récession mondiale, les gouvernements de partout dans le monde font face à des problèmes graves liés au déficit et à la dette. Afin d'éviter la faillite, certains pays n'ont d'autres choix que d'imposer des mesures de compression des dépenses strictes pour améliorer leur situation.

Quelques exemples :

- La Grèce a réduit le salaire minimum de 22 p. cent, annulé les primes de vacances (deux mois de salaire supplémentaire par année), réduit le nombre d'emplois dans la fonction publique, coupé les pensions de retraite, facilité le congédiement des travailleurs et effectué des compressions dans le secteur de la santé et de la défense nationale. Le taux de chômage des jeunes a grimpé à près de 50 p. cent en 2012.
- La république d'Irlande a réduit le salaire horaire minimum, coupé les salaires dans la fonction publique de 5 p. cent, réduit les prestations d'aide sociale destinées aux enfants et augmenté les taxes sur les hydrocarbures et l'eau.
- L'Espagne a augmenté les impôts pour les hauts salariés, augmenté les taxes sur le tabac de 30 p. cent, réduit le budget des infrastructures de 30 p. cent et gelé les salaires dans la fonction publique.

### Discussion : 5 à 10 min.

Que pourrait-il arriver si les délais d'attente en chirurgie doublaient ou s'il n'y avait pas de prêts étudiants gouvernementaux pour la formation postsecondaire? Qu'advierait-il si le taux de chômage des jeunes était de 50 p. cent au Canada? Pourquoi est-il important que les citoyens accordent de l'attention et participent au processus budgétaire de leur gouvernement?

### Analyse des médias et discussion : 20 à 40 min.

1. À l'aide des vidéos de la section sur les principaux enjeux des Consultations budgétaires auprès des élèves ([www.consultationsbudgetaires.ca](http://www.consultationsbudgetaires.ca)), explorez diverses idées politiques liées à l'emploi et à l'économie, aux investissements stratégiques et à la croissance inclusive. Selon le temps dont vous disposez, vous pouvez mettre l'accent sur un ou sur tous ces enjeux, ou les attribuer aux élèves dans le cadre d'un devoir.

2. Donnez aux élèves suffisamment de temps pour discuter de leurs opinions après chaque série de vidéos. Questions visant à orienter les discussions :

- Qu'avez-vous appris en écoutant les commentateurs?
- Avec quelles opinions êtes-vous le plus en accord et pourquoi?
- Quelles questions vous posez-vous maintenant?
- Quel est l'enjeu le plus important du budget à venir?

*Note à l'enseignant : Vous pouvez aussi remettre la Fiche 2.3 aux élèves afin qu'ils la remplissent à la maison.*

### POUR EN FAIRE PLUS :

A. En vue du sondage de consultations, effectuez une recherche sur les enjeux économiques du pays et demandez aux élèves d'interroger leurs parents sur les façons dont le gouvernement pourrait améliorer l'économie et venir en aide à leur famille.

Questions clés :

- Quelle est la mesure la plus importante que pourrait prendre le gouvernement pour lutter contre le chômage?
- Quelle est la mesure la plus importante que pourrait prendre le gouvernement pour aider les familles?
- Le gouvernement devrait-il imposer un prix (taxe ou pénalité) sur le carbone?

B. Le Canada et les États-Unis sont voisins sur le plan géographique, mais également similaires à d'autres égards. Cependant, les deux pays ont une approche différente en ce qui a trait aux dépenses du gouvernement et aux services sociaux :

- Les impôts au Canada sont plus élevés en moyenne qu'aux États-Unis. Au Canada, la plupart des citoyens paient environ 42 p. cent de leurs revenus en impôts. Aux États-Unis, ce taux est plutôt de 30 p. cent.
- Le système de santé canadien est presque entièrement financé par le gouvernement. Aux États-Unis, la santé n'est que partiellement financée. Les citoyens doivent acheter une assurance-maladie privée ou payer des frais médicaux élevés s'ils sont malades ou blessés. Par exemple, une chirurgie à cœur ouvert aux États-Unis peut coûter jusqu'à 100 000 \$ US.
- Le Canada dépense beaucoup plus pour ses programmes et avantages sociaux. Par exemple, les nouveaux parents peuvent prendre jusqu'à un an de congé parental et dans la plupart des cas, ils ont droit à des prestations d'assurance-emploi (tant qu'ils ont été employés pendant l'année précédente). Aux États-Unis, les employeurs ne sont tenus d'accorder à leurs employés que 12 semaines de congé non rémunéré. Les avantages sociaux ne sont pas obligatoires et dépendent en grande partie de l'employeur.

- Les établissements postsecondaires du Canada bénéficient d'un financement partiel du gouvernement pour contenir la hausse des frais de scolarité. Aux États-Unis, les collèges et universités ne bénéficient d'aucun financement, les frais de scolarité sont donc beaucoup plus élevés. Le coût moyen d'une année de formation postsecondaire au Canada est d'environ 6000 \$, alors qu'il peut atteindre 30 000 \$ aux États-Unis.

Questions de suivi :

- Iriez-vous quand même chez le médecin si vous deviez payer votre visite?
- Dans quelle mesure votre budget personnel changerait-il si vous deviez payer vos soins de santé?
- Des frais de scolarité plus élevés influenceraient-ils votre décision d'aller à l'université ou au collège?
- Préférez-vous des impôts moins élevés et moins de services, ou plus de services et des impôts plus élevés?

- C. À l'aide du PowerPoint E, analysez la situation financière du Canada par rapport à celle d'autres pays en comparant : le déficit pour l'année courante, le déficit par personne, le taux de chômage, le taux de chômage chez les jeunes, la dette nationale, la dette par personne et la dette par rapport au PIB.

La **dette par rapport au PIB** est une mesure de la dette d'un pays en lien avec son produit intérieur brut (PIB). En comparant ce qu'un pays doit à ce qu'il produit, le ratio de la dette par rapport au PIB est un indice de la capacité d'un pays à rembourser sa dette. Les gouvernements tendent vers un faible ratio dette-PIB. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) encourage les pays à viser un ratio dette-PIB inférieur à 50.

Questions :

- Comment le Canada se compare-t-il à d'autres pays en ce qui a trait à ses finances?
- Y a-t-il des pays où l'économie et les perspectives d'emploi sont plus dynamiques qu'au Canada? Si oui, lesquels?
- D'un point de vue économique, quel est le pays offrant les perspectives à long terme les plus intéressantes?
- Comment le Canada peut-il attirer de nouveaux résidents alors que d'autres pays ont de meilleures perspectives d'emploi et une économie plus dynamique?

### RESSOURCES ADDITIONNELLES

- Le site Web des Consultations budgétaires auprès des élèves – <http://consultationsbudgetaires.ca>
- Ministère des Finances du Canada - [www.fin.gc.ca/fin-fra.asp](http://www.fin.gc.ca/fin-fra.asp)
- Budget 2016, Gouvernement du Canada - <http://www.budget.gc.ca/2016/docs/plan/budget2016-fr.pdf>
- Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) - <http://www.oecd.org/fr/>
- « Le PIB du Canada a augmenté de 0,2% en août, » *La Presse* (1<sup>er</sup> novembre 2016)
- « L'économie grecque retrouve enfin de l'oxygène, » *Le Monde*. (15 novembre 2016)
- « Un ménage moyen verse 42.4% de son revenu en taxes et impôts, » *La Presse* (23 août 2016)
- « Les étudiants préoccupés par leur endettement, » *Le Devoir* (23 août 2015)